## CATHOLIC MEDIA COUNCIL

PUBLIZISTISCHE MEDIENPLANUNG FÜR ENTWICKLUNGSLÄNDER E.V.

"Probably the best Church communication should be developed locally in the framework of local culture, so the most effective training can be done locally, since you need not only technical knowledge but also a sensitivity to the best way to reach local people's heads and hearts".

Archbishop John P. Foley, Rome. February 1987.

# Les structures de l'Eglise d'Afrique en communication sociale

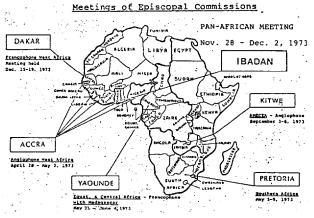
FORCES ET FAIBLESSES

In 1983, the first Pan-African Meeting for Social Communications was held in Ibadan, Nigeria. Preparations for this important gathering had been made during five previous regional meetings, in direct consequence of the Vatican Pastoral Instruction on means of communication "Communio et Progressio" (1971). During the Ibadan meeting, the African Church formulated concrete lines for action to implement the recommendations of the Pastoral Instruction. Today, fourteen years later, one would like to know how communications structures were built up and meanwhile operated, and how the involvement of the African Church in communications has taken shape during this period.

Depuis la réunion panafricaine des communications sociales qui s'est tenue à Ibadan/Nigéria en 1973, l'Eglise d'Afrique dispose d'une claire vision des structures qu'il lui faut mettre en place en matière de communication sociale. Cette réunion panafricaine était la conséquence directe de "Communio et Progressio", l'instruction pastorale sur les moyens de communication sociale voulue par le décret concilaire "Inter Mirifica" (1963) et publiée en 1971. En effet, dans la foulée de "Communio et Progressio", la Commission Pontificale des Moyens de Communication Sociale avait adopté, également en 1971, le principe de réunions continentales pour mettre en oeuvre les orientations et directives pastorales de l'Instruction.

C'est ainsi qu'après l'Amérique latine (1972) et avant l'Asie (1974) et l'Australie-Océanie (1978), s'est tenue en 1973 la réunion panafricaine d'Ibadan rassemblant les délégués des réunions préparatoires(1) qui avaient été organisées au niveau de chacune des cinq réunions constituant alors le symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SE-CAM). Dans ses conclusions, la réu-

## PONTIFICAL COMMISSION FOR SOCIAL COMMUNICATIONS



nion panafricaine accorde une large place aux structures que "requiert de nos jours l'apostolat des communications sociales" et précise la raison d'être de ces structures qui "loin de s'imposer de l'extérieur comme un appareil en soi, seront conçues et organisées comme un support au service de la pastorale d'ensemble pour lui permettre d'accomplir efficacement sa mission dans un monde de plus en plus marqué par les médias".

En particulier, se trouve recommandé:

l. au niveau diocésain:La désignation d'un responsable

- prêtre, religieux ou laïc - qui soit le porte-parole ou le représentant officiel du diocèse, notamment auprès des journalistes.

#### 2. au niveau national:

- la désignation d'un porte-parole de la Conférence Episcopale détaché à temps plein pour ce service et doté de qualités professionnelles;

- la création d'un office national en dépendance de la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale;

- la collaboration de ce bureau avec les autres organismes pastoraux.

## 3. au niveau régional:

- la constitution de commissions régionales des Moyens de Communication Sociale correspondant aux régions ecclésiastiques du continent;

- les commissions régionales devraient être dotées d'un secrétariat dont le rôle sera de coordonner et d' animer les activités nationales dans les divers domaines des médias.

### 4. au niveau continental:

- la constitution d'un comité continental des Moyens de Communication Sociale composé des évêques responsables des régions;

- la désignation parmi ces évêques d' un représentant de ce Comité auprès du SECAM, qui serait co-opté comme membre du comité permanent du SECAM; - la création d'un secrétariat pour le suivi de ce Comité.

0

Quatorze ans après cette assemblée continentale et la définition des structures dont l'Eglise d'Afrique

	TAB	LE I -	- PRO	JECTS	FROM	AFRI	CA RE	CEIVE	D FOR	EVAL	UATIO	ON 197	6-19	86	
YEAR	General		Press		Radio		TV/Viđeo		Film		AV		Training		TOTAL
	No.	in %	No.	in %	No.	in %	No.	in %	No.	in %	No.	in %	No.	in %	
1976	4	4,4	68	73.9	4	4,4	_		3	3,2	7	7,6	6	6,5	92
1977	10	9,7	68	66,0	4	3,9	-		1	1,0	13	12,6	7	6,8	103
1978	7	5,8	76	62,8	4 5	3,3	-		4	3,3	19	15,7	11	9,1	121
1979	18	17.3	52	50,0	5	4,8	-		1	1,0	18	17,3	10	9,6	104
1980	12	8,5	95	66,9	7	4,9	-		-		16	11,3	12	8,4	142
1981	22	11,2	113	57,7	10	5,1	2	1,0	7	3,6	21	10,7	21	10,7	196
1982	15	7,8	110	57,0	7	3,6	1	0,5	10	5,2	28	14,5	22	11,4	193
1983	17	9,0	106	56.4	3	1,6	-		4	2,1	21	11,2	37	19,7	188
1984	20	10,3	109	56.5	7	3,6	3	1,5	4	2,1	27	14,0	23	12,0	193
1985	18	9,2	99	50,8	8	4,1	13	6,7	3	1,5	15	7,7	39	20,0	195
1986	21	9,9	118	55,7	14	6,6	16	7,5	1	0,5	20	9,4	22	10,4	212

voyait la nécessité pour "entrer dans le nouvel âge de la communication sociale", le temps n'est-il pas venu de se poser deux questions: primo, comment ces structures ont-elles été mises en place et comment fonctionnent-elles? Secundo, comment la communication sociale s'est-elle développée dans l'Eglise d'Afrique sur cette période?

En nous appuyant sur les projets de communication sociale présentés par les Eglises locales d'Afrique auprès des Agences d'Aide, nous voudrions risquer ici les premières ébauches de réponse.

### LA PRESSE TOUJOURS PREDOMINANTE

La répartition des projets soumis pour évaluation au CAMECO entre 1976 et 1986 confirme la nette importance des projets dans le domaine de la presse entendu au sens le plus large, incluant l'édition, les imprimeries, les périodiques, les maisons d'édition, les librairies et les bibliothèques. Alors qu'en 1976, les projets "presse" représentaient 73 %, à partir de 1981, ils se stabilisent autour de 56 à 57 %.

A partir de 1981 néanmoins, l'apparition de projets dans le domaine de la télévision et de la vidéo annonce l' explosion de ce dernier média en Afrique dans les années suivantes.

Dans les autres domaines de la communication sociale, aucune autre tendance significative ne semble apparaître, excepté peut-être la légère poussée des projets liés à la radio en 1986, phénomène qui exige évidemment d'être confirmé dans les années à venir.

L'impression générale qui se dégage de ce premier tableau est l'absence d'évolution significative dans les activités de l'Eglise d'Afrique en communication sociale. Cette impression se trouve confirmée lorsqu'on considère non plus seulement les projets soumis pour évaluation au CAMECO, mais l'ensemble des projets de communication sociale introduits auprès des agences d'aide de l'Eglise à travers le monde et enregistrés par le CAMECO à partir des listes des projets des agences durant ces quatre dernières années.

Néanmoins, quand on considère la répartition par région ecclésiastique d'Afrique, quelques constatations peuvent être faites:

## 1. AFRIQUE DE L'EST

Les projets en provenance des sept pays de l'AMECEA se taillent la part du lion avec plus de 25 % des projets d'Afrique. Dans ce tableau, l'écart le plus significatif par rapport aux données d'ensemble du continent est celui de la rubrique communication nationale et régionale. Ce qui se cache derrière ces chiffres, c'est le fonctionnement des structures régionales et nationales de l'AMECEA: chacun des sept pays est doté d'un bureau national parfois très actif. Chaque année les délégués de ces bureaux tiennent une réunion régionale au cours de laquelle sont évalués les projets avant de les introduire en un seul envoi auprès des agences d'aide par le bureau de l'AMECEA. En 1986, le nombre de projets dans le domaine de la presse (66 %) est étonnant, à moins que cela n'indique l' absence de perspectives nouvelles que semblaient manifester les projets introduits en 1986 par les pays de l'AMECEA.

## 2. AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

Depuis 1982, la Commission des Moyens de Communication Sociale de la CERAO a structuré ses activités dans un plan quadriennal présenté aux agences d'aide pour financement. Ainsi, pour 1986, ce ne sont pas moins de 20 activités de formation, de publication, de rencontre et de fonctionnement des différentes commissions et sous-commissions régionales qui ont ainsi été subsidiées dans le cadre de l'application de ce plan quadriennal sans qu'elles n'apparaissent dans les chiffres du tableau. Ceci explique certainement la diminution constante en valeur relative du nombre de projets qui apparaît dans le tableau II: de 16 % en 1983 à 10 % en 1986. De même sans doute la part quasi nulle en 1983 et 1986 de projets enregistrés au niveau national et régional.

Enfin, par rapport aux chiffres de l'ensemble du continent, il faut relever au niveau de la CERAO le poids relativement plus important des projets dans le domaine de la radio/TV

et de l'audiovisuel, ce qui traduit semble-t-il l'importance accordée au niveau de la CERAO aux médias de groupe et bien sûr au cinéma, puisque la CERAO est à la fois le siège de la revue UNIR CINEMA et du FESPACO.

### 3. AFRIQUE AUSTRALE

Pour les huit pays qui forment l' Afrique australe, l'IMBISA, le poids des projets liés à la presse dépasse de très loin les chiffres du continent. La situation politique particulière de cette région a entravé la mise sur pied de structures nationales (seul deux pays ont un bu-reau national) et régionale. Cependant, la désignation d'un nouveau secrétaire général pour le SARCOM qui est entré en activité en novembre dernier, permet d'espérer pour les années à venir une réactivation des activités de communication sociale, et spécialement dans le domaine de l' audiovisuel et des médias de groupe. Des nouvelles reçues très récemment de cette région viennent le confirmer.

## 4. AFRIQUE ANGLOPHONE DE L'OUEST

Le chiffre significatif pour les six pays anglophones de l'Ouest est le poids des projets dans le domaine de la radio et de l'audiovisuel, ainsi que la nette poussée ces deux dernièannées de projets au niveau nares tional et régional. La province ecclésiastique qu'est l'AECAWA s'est seulement constituée en 1977 et n'a établi qu'en 1982/83 une commisison régionale pour les moyens de communication sociale, le CAMAWA, au sein duquel les deux pays les plus grands, le Ghana et le Nigéria, sont les plus actifs et pèsent d'un poids certain dans les chiffres qui néanmoins dénotent la progressive mise en oeuvre d' une coordination et d'activités nationales et régionales, ainsi que l' incontestable importance accordée par ces pays aux activités audiovisuelles

#### 5. AFRIQUE CENTRALE

Deux Provinces Ecclésiastiques sont

	GEN. COM. Nat./Reg.		PRESS		RADIO*		and	TV*	FILM*		and AV*		VIDEO		NEW.TECH.	TRAINING	TOTAL	
	No.		No.	*	No.	No.	*	No.	No.	No.	*	No.	No.	8	No. %	No. %	No.	8
.AFRICA .983 .984 .985	27 46 31 42	6,5 10,0 6,7 7,0	254 277 284 370	61 60 61 62	34 26	26 42	6,3 9,0 8,2 4,7	4 2	38 20	69 58	16,0 12,0 19,0 20,0	53 104	6 16	0,7 1,3 3,4 4,0	2 0,4 2 0,3	31 7,5 27 5,0 55 11,0 48 8,0	410 456 462 595	
3.AMECEA .983 .984 .985 .986	13 24 15 15	11,0 21,0 10,0 9,0	66 64 79 101	58 57 55 66	14	5 5	4,4 4,0 10,4 2,6	1 -	15 4	20 10	17,6 9,0 18,0 14,0	12 18		4,0 6,5	- 1 0,6	9 7,9 8 7,2 17 11.0 11 7,2	113 111 143 152	27, 24, 31, 25,
C.CERAO 1983 1984 1985 1986	1 6 4 1	1,4 10,0 8,3 1,6	38 30 22 42	56 52 45 70	4 4	6 7	8,9 12,0 8,3 6,0	-	7 6	16 B	23,0 14,0 28,0 16,0	7 4	1 3	1,4 1,7 6,0 3,0	1 2,0 1 1,6	5 7,4 5 8,0 5 10,0	67 57 48 60	16, 12, 10,
.1MBISA 983 984 985 986	3 3 2 7	7,3 7,0 4,7 10,9	32 33 33 47	78 78 78 73		1	2,3 2,3	1	1	4	9,7 9,5 11,0 12,5	4 7	- 1 1	2,3	1 1,5	2 4,8 1 2,3 7 16,6 1 1,5	41 42 42 64	10, 9, 9,
. AECAWA 983 984 985 986	- 2 3 4	3,7 7,5 6,0	22 33 25 38	57 61 62 57	3 2	2 7	5,2 12,0 10,0 3,0	1 -	5 5	12 10	31,0 18,0 20,0 30,0	3 15	- - - 2	3,0		2 5,2 2 3,0 4 10,0 4 6,0	38 54 40 66	9, 11, 8,
.UDEAC 983 984 985 986	1 2 2 7	2,5 3,0 4,0 7,0	25 31 31 47	62 51 67 47	4 7	8 16	20,0 26,0 8,0 8,0	ī	- 1	6 5	15,0 8,0 15,0 33,0	7 32	2	1,6 4,0 5,0	1 1 1	5 8,3 10 21,0 22 22,0	40 60 46 100	9, 13, 10,
. ACEAC .983 .984 .985	- 4 3 5	5,0 3,7 5,0	53 58 56 66	80 .73 70 66	4 7	4	6,0 5,0 5,0 7,0	- -	4 1	1 10	1,5 12,6 20,0 15,0	12 14	1 1	1,5 1,2 1,2 6,0		7 10,6 2 2,5 8 10,0 7 7,0	66 79 80	16, 17, 17,

<sup>\*</sup> Radio/TV as well as Film/AV projects accumulated in 1983 and 1984

ici concernées: d'une part l'ACEAC et d'autre part l'UDEAC. L'Afrique Centrale est marquée dans chacune des deux Provinces Ecclésiastiques par le poids d'un pays: d'un côté le Zaïre et de l'autre le Cameroun. Ensuite, il y a l'absence, malgré les efforts de ces dernières années, de coordination régionale, alors que dans la plupart des pays existent des structures nationales établies. Les chiffres relatifs à l'UDEAC dénotent une priorité, confirmée sur le terrain, accordée à la radio/télévi-sion et à la formation de cadres professionnels en ces domaines (ce qui s'explique peut-être par l'introduction en 1985 de la télévision au Cameroun).

Les trois pays de l'ACEAC se distingueraient pour leur part, part l'importance de la presse, en diminution malgré tout ces dernières années au bénéfice de l'audiovisuel depuis 1984 et de la radio en 1986.

#### 6. MADAGASCAR ET LES ILES

Dans cette région, ce sont les projets en provenance de Madagascar qui sont largement majoritaires. Ils sont caractérisés par l'importance des projets dans le domaine audiovisuel et depuis 1984 par ceux de la presse, ce qui est visiblement en relation directe avec l'établissement de librairies et de maisons d'éditions à Antananarivo, Fianarantsoa et en d' autres villes importantes du pays.

Mais une Commission de CS au niveau régional n'existe pas encore. Les commissions nationales, elles, existent, mais fonctionnent sporadiquement. Elles semblent être en train de se réorganiser et d'élaborer une planification nationale, surtout dans le domaine de la presse.

。 。。

Osons encore, pour finir ce tour d'horizon, une appréciation brute du travail des Commissions/départements nationaux de communication sociale des différents pays sub-sahariens. Sur un total de 41 pays, une seule commission nationale nous apparaît très efficace et active; 16 assez actives, 15 seulement nominales, c'

#### PETIT GLOSSAIRE

- \* SECAM: Symposium of Episcopal Conferences of Africa and Madagascar. \* CEPACS: Comité Episcopal Panafri-
- cain pour la Communication Sociale.
  \* AMECEA: Association of Member Episcopal Conferences in Eastern Africa,
  comprenant le Kenya, le Malawi, la
  Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, l'
- Ethiopie et le Soudan.
- \* CERAO: Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique de l'Ouest, comprenant la Mauritanie, le Sénégal, le Niger, le Mali, les Iles du Cap-Vert, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Burkina-Faso.
- \* IMBISA: Inter-Regional Meeting of Bishops of Southern Africa, comprenant le Mozambique, l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et l'Afrique du Sud.'
- \* SARCOM: Southern African Regional Secretariat for Communication, c'està-dire le département MCS de l'IMBI-SA.
- \* AECAWA: Association of Episcopal Conference of Anglophone West Africa, comprenant la Gambie, le Sierra Leone, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Ghana et le Nigeria.
- \* CAMAWA: Catholic Anglophone Media Association of West Africa, c'est-àdire la Commission MCS de l'AECAWA.
- \* ACEAC: Association des Conférences Episcopales d'Afrique Centrale, comprenant le Burundi, le Rwanda et le Zaïre.
- \* UDEAC: Union des Episcopats d'Afrique Centrale, comprenant le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine et le Tchad.
- \* CEDOI: Conférence Episcopale de l' Océan Indien, comprenant les Iles Maurice, de la Réunion, Seychelles, Comores et Mayotte.

est-à-dire que la structure existe, mais qu'aucun travail de coordination ou de promotion, etc. n'est réalisé; dans 9 pays, la structure elle-même n'existe pas.

LES COMMISSIONS/DEPARTEMENTS
DE COMMUNICATION SOCIALE
A L'HEURE ACTUELLE.

Quatorze ans après la réunion panafricaine d'Ibadan, les départements régionaux de l'Eglise d'Afrique en matière đе communication sociale sont presque partout établis maintenant: au niveau de la CERAO et de l' puis 1968; le CAMAWA depuis 82/83; le SARCOM depuis (AECAWA) (IMBISA) est réactivé depuis quelques mois; l'UDEAC cherche depuis quelques années sous l'impulsion du Cameroun à établir une structure régionale; seules l'ACEAC et les îles (2 régions récemment créées), n'apparaissent pas encore actives au niveau d' une structure régionale. Cependant, faut regretter qu'à l'exception il de l'AMECEA et du SARCOM (seulement depuis novembre 1986), aucun bureau régional ne dispose d'un personnel à temps plein. Or, partout où existe et est active une structure nationale et régionale, il faut constater une diversification des projets en communication sociale. On pourrait expliquer les faiblesses des structures de l'Eglise d'Afrique en matière de communication par un faisceau de raisons liées à l'absence de personnel qualifié, au manque de moyens financiers, au désintérêt de la part de l'Eglise, mais aussi à la situation générale de la communication sociale dans les divers pays et à la situation politique et économique de l'Afrique dans son ensemble.

Peut-être faut-il dépasser ce niveau d'explication et s'interroger sur le rôle et l'importance que l'Eglise d' Afrique (également l'Eglise univer-selle?) accorde à la communication sociale. En effet, jusqu'ici l'Egli-se d'Afrique, du moins dans ses textes officiels, à la suite des documents de l'Eglise universelle, reste marquée par une vision utilitariste et providentialiste de la communi-"utiliser les médias comme cation: de bons haut-parleurs, don de la providence" (2). Si l'Eglise veut relever le défi de la communication et entrer dans ce nouvel âge des communications sociales, il conviendrait peut-être d'abord de bien poser les rapports entre Eglise et Communication, car "il n'y a pas un mode d' emploi chrétien de la communication (...). Il faut chercher comment, en christianisme, servir la communication peut servir la promotion intégrale et harmonieuse de l'homme et de la société dans une option chrétienne" (2).

0

Les mésaventures du CEPACS, le Comité Episcopal Panafricain pour la Communication Sociale, sont peut-être révélatrices des relations difficiles et hésitantes que l'Eglise d'Afrique, et plus largement l'Eglise universelle, entretient avec le monde de la communication qui est le nôtre: quoique prévu depuis la réunion panafricaine de 1973, le CEPACS n'a été établi qu'en 1981 pour être supprimé en 1986 par le SECAM sans aucune consultation de ses membres. Après les protestations tant des membres du CEPACS que d'organisations de médias, y compris la Commission Pontificale des M.C.S., le CEPACS se voyait d'abord réactivé comme commission "satellite" de la Commission Sociale et Juridique, une des trois nouvelles commissions du SECAM. Cette solution n'étant pas acceptable, lors de la récente assemblée générale du CEPACS à Accra, Ghana, en février dernier, le droit à une Commission indépendante a été revendiqué et la question sera soumise à la prochaine Assemblée Plénière du SECAM. Aujourd'hui, en 1987, l'Eglise d'Afrique reste, semble-t-il devant les mêmes défis qu'en 1973, dont celui d'instaurer des structures continentales régionales, nationales et diocésaines efficaces qui soient "au service de la pastorale d'ensem-ble" et qui stimulent l'élaboration de stratégies appropriées pour permettre à l'Eglise d'Afrique d'entrer dans "l'ère de la communication".

> 0 000

(2) Extrait du livre d'Alexis Bacquet, MEDIAS ET CHRISTIANISME, Le Centurion, 1984, dont la lecture ne peut qu'être conseillée à qui veut penser les rapports entre les médias et le christianisme.